

L'ANNÉE 1944 DANS LE CHER

L'ESPOIR ET LE FEU

Introduction

Peut-on à travers une dizaine de documents, rendre compte des événements d'une année 1944, que marquent la fin d'une longue période d'occupation, la libération du territoire et la mise en place de nouvelles institutions, après les douloureuses compromissions des autorités de "l'Etat français"? C'est en tout cas le pari de ce dossier, dont la réalisation a supposé une sélection drastique, tant les documents conservés pour cette période sont nombreux.

Les documents retenus, documents d'archives que l'on a souhaité reproduire toujours dans leur intégralité, tracts de "propagande" ou extraits de presse, n'en acquièrent que plus de relief, et je gage que les classes secondaires du Cher trouveront là un outil précieux pour appréhender la façon dont les événements de la Libération ont été vécus localement.

Ce dossier et l'exposition qui l'accompagne ne relèvent pas d'une initiative isolée. Ils s'inscrivent bien-sûr dans le cadre du soixantième anniversaire de la Libération ; mais ils se veulent aussi l'expression d'un souci plus large d'ouverture à la recherche et au public des fonds de cette période. Une part importante des documents présentés provient d'ailleurs du fonds du cabinet de la préfecture, dont le répertoire imprimé, pour la période de guerre, va sortir prochainement.

Merci donc à tous ceux qui ont contribué à la préparation du dossier et de l'exposition "1944", l'équipe du service éducatif, Alain Gardant, professeur au Collège Littré, Xavier Truffaut, Etienne Petitclerc, Véronique Givert, ceux qui ont travaillé au traitement du fonds d'archives de la préfecture, Claude Jeay, Etienne Petitclerc encore, Didier Arnold, sans oublier Anne Leblay, stagiaire de l'Institut national du patrimoine, qui a apporté son aide pour les textes de l'exposition, ni Alain Quisfix, qui a assuré la mise en page du dossier.

Vincent MAROTEAUX
Directeur des Archives départementales

{

La fin du collaborationnisme

Tenu par sa fonction de rechercher les renseignements nécessaires à l'information du gouvernement de Vichy, le commissaire de police des renseignements généraux du Cher surveille tout particulièrement les événements politiques qui se déroulent dans son département. Le 14 avril 1944, il adresse un compte rendu clair et synthétique de la conférence présentée à Bourges par Georges Claude trois jours plus tôt.

Savant illustre pendant l'entre-deux guerres, Georges Claude (1870-1960) est un collaborationniste après la défaite de 1940. Il adhère à l'idéologie nazie et soutient la politique de collaboration d'Etat engagée par le Maréchal Pétain avec Hitler à Montoire le 30 octobre 1940. Il est aussi membre du groupe « Collaboration », un mouvement national formé pour servir la propagande en faveur de l'entente avec l'Allemagne, et qui cherche surtout à rassembler les notables favorables au pétainisme.

Georges Claude est présenté à l'assistance - environ une centaine de personnes - par M. Budillon, ancien président du groupe « Collaboration » pour le département du Cher et nouveau délégué de la L.V.F. (Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme). Avec la Waffen-SS, la L.V.F. est une des formes les plus poussées du collaborationnisme militaire : créée en 1941 après l'attaque contre l'U.R.S.S., la L.V.F. est un corps de troupes françaises portant l'uniforme allemand et qui a pour but de combattre le communisme à l'est avec la Wehrmacht. En 1944, la permanence de la L.V.F. est installée rue Moyenne à Bourges. Les autorités locales sont présentes dans l'assistance, en particulier Yvon Gerbaud, préfet vichyste du Cher, Roger Thévenot, chef de la milice départementale ainsi qu'un représentant des partis collaborationnistes.

Le titre de la conférence « Est-il trop tard pour nous sauver ? » montre à quel point le collaborationnisme est en déclin au printemps 1944. La situation militaire est désespérée pour les amis de l'Axe : Vichy craint le débarquement des Alliés en France et la défaite de l'armée allemande à l'Est . L'objectif de Georges Claude est bien de redonner espoir au « milieu » collaborationniste, un milieu étroit, isolé, rejeté par la population et qui cherche à compenser une audience - peau de chagrin par une agressivité politique accrue. D'entrée de jeu, il use des thèmes habituels de la collaboration tels que le rejet des hommes politiques français rendus responsables de la défaite, l'anglophobie et l'antiaméricanisme.

Comme Pierre Laval, il a surtout la hantise de voir déferler l'Armée Rouge sur l'Europe : « en cas de défaite allemande notre pays serait sous le joug communiste » (5^e paragraphe du document). L'armée allemande est présentée comme le rempart de l'Europe contre le communisme. Georges Claude ne voit d'autre issue à ce conflit que de soutenir l'armée allemande et invite l'auditoire à participer à la croisade antibolchevique de la L.V.F: c'est d'autant plus nécessaire que celle-ci ne regroupe qu'une dizaine d'adhérents dans le

Cher ! Omettant volontairement les défaites de l'occupant, il s'appuie sur le postulat qui est à l'origine de la collaboration d'Etat : la victoire allemande est certaine...

La résistance devient un phénomène massif

Le 18 juin 1940, le général de Gaulle appelle à poursuivre le combat contre l'Allemagne nazie. En France, des mouvements et des réseaux de résistance clandestins se forment peu à peu, réunissant généralement leurs membres par affinités politiques, syndicales ou spirituelles. Les premiers effectifs des Francs Tireurs et Partisans Français (F.T.P.F.), liés au Parti communiste, sont créés en 1941 dans toute la France. Ils bénéficient depuis 1943 de l'apport des réfractaires au Service du Travail Obligatoire qui entrent en clandestinité pour se soustraire au départ en Allemagne.

Au printemps 1944, les maquis clandestins se multiplient dans les zones forestières du Cher, seules régions du département offrant un refuge sérieux. Les F.T.P.F. sont placés sous la direction de Julien Girault – alias « Maxime » - et organisent de nombreuses opérations militaires qui inquiètent leurs adversaires. Le rapport rédigé le 17 avril 1944 par le commissaire de police de la sûreté d'Orléans pour son supérieur hiérarchique est là pour nous le rappeler. Peu suspect d'être favorable aux F.T.P.F., il est un témoignage très documenté sur l'organisation, la tactique, la vie des maquisards ainsi que sur leurs liens avec la population.

Le 4 avril 1944, à l'est du département, les F.T.P.F. capturent à Beffes quatre policiers venus d'Orléans pour procéder à des arrestations de résistants. La police capture cinquante quatre otages qui sont relâchés le 10 avril contre la libération des policiers et l'engagement qu'il n'y ait pas de représailles. Cette promesse n'est pas tenue : l'enquête policière s'achève par une soixantaine d'arrestations, suivies de déportations, qui frappent surtout les familles ou amis des résistants communistes « illégaux ».

Conformément à l'organisation générale des F.T.P.F., ces résistants peuvent être divisés en deux catégories : les « légaux » et les « illégaux ». Les « légaux » sont des sédentaires qui ont un emploi et qui constituent une réserve destinée à aider les maquisards pour des opérations importantes : dix sept d'entre eux ont été identifiés par les policiers d'Orléans. Les « légaux » doivent aussi recruter de nouveaux membres, mais aussi cacher, renseigner et ravitailler les « illégaux » (voir le 3e § du document, page 2).

Ces derniers sont ceux qui doivent passer à la clandestinité car leur activité a été repérée. Certains sont bien connus des services de police d'Orléans. Ils mènent une vie dure, au jour le jour, et changent souvent de refuge. Ils utilisent la tactique de guérilla dite de la « goutte de mercure » qui s'éparpille si l'on veut la saisir et se reforme ensuite. Les groupes constitués de six à huit hommes chacun se forment pour une action, se dispersent puis se reforment pour l'action suivante. Le jeune Daniel Lemaire dirige le maquis situé entre Feux,

Jalognes et Groises, tandis que Roland Champenier, âgé de 20 ans, dirige le maquis de Beffes.

Les maquisards sabotent les voies de communication transportant le matériel et les troupes d'occupation ainsi que les usines travaillant pour l'Allemagne. Ils s'attaquent aux troupes allemandes, aux services des répressions et aux collaborationnistes.

A ce stade, l'auteur du rapport conclut donc à l'impuissance de sa police face aux F.T.P.F. et réclame une action militaire allemande d'envergure.

Préparer la Libération du Cher ou la combattre

Ces deux documents témoignent de la situation insurrectionnelle que connaît une large partie du Cher après le débarquement allié en Normandie.

Le rapport d'activité a le mérite de résumer l'action des troupes miliciennes et allemandes à Saint Amand-Montrond entre le 6 juin et le 27 juillet 1944, date de leur départ. Destiné aux autorités vichystes, il est rédigé le 25 juillet par le chef milicien lyonnais Joseph Lecussan, devenu sous-préfet de la même ville un mois plus tôt. Il montre à quel point l'objectif de la Milice est de briser la Résistance et d'empêcher la libération du département. Il décrit également les conséquences tragiques qui découlèrent de la prise de la ville par la Résistance le 6 juin 1944.

En effet, l'objectif de cette opération commando plutôt prématurée est de créer un climat d'insécurité à l'arrière et d'obliger l'armée allemande à maintenir une partie de ses troupes sur place, pour des tâches de maintien de l'ordre, au lieu de les porter sur le front de Normandie. Malheureusement, l'opération se complique le 7 juin 1944 puisque les maquisards font prisonniers treize miliciens et six femmes, dont l'épouse de Francis Bout de l'An, adjoint du chef de la Milice à Vichy. A partir du 8, Saint Amand est encerclée par l'armée allemande et la Milice et soumise à de terribles représailles. Les maquisards doivent se réfugier dans la Creuse avec leurs prisonniers.

Le 11, Joseph Lecussan remplace le chef local de la Milice - jugé trop mou - avec pour mission de récupérer les otages. Le 25, il se proclame sous-préfet de Saint Amand. Après de longues négociations, les six femmes sont échangées contre soixante Saint Amandois détenus par la Milice. Pourchassés par l'armée allemande, les résistants décident d'exécuter les treize miliciens restants le 20 juillet. En apprenant la nouvelle, Lecussan lave l'affront dans le sang. Pour cet antisémite fanatique, les israélites alsaciens - lorrains réfugiés à Saint Amand sont responsables de la prise de la ville le 6 juin. Dans la nuit du 21 au 22 juillet 1944, il en fait arrêter soixante seize avec l'accord du service de sécurité de la Gestapo de Bourges, service auquel appartient Pierre Paoli. Ce n'est qu'après la Libération, le 20 octobre 1944, que l'on parviendra à retrouver les corps des trente six victimes jetées vivante - pour la plupart - dans les puits de Guerry à Savigny-en-Septaine.

Dans ce rapport partisan destiné aux autorités vichystes, Joseph Lecussan ne se contente pas d'occulter les crimes commis par l'armée allemande, telle l'exécution de nombreux civils Saint Amandois pris au hasard le 8 juin. Il omet de mentionner les siens, en particulier l'arrestation des juifs réfugiés dans la ville et la décision de les exécuter. Tel un proconsul ambitieux et zélé, il n'hésite pas à se mettre en valeur tout en discréditant les actions des « terroristes » locaux, c'est-à-dire les résistants. Par exemple, il annonce que

sept cents d'entre eux ont pris la ville de Saint Amand le 6 juin, alors qu'ils ne sont en réalité que soixante-dix.

Pour autant, malgré la violence de la répression commise par l'armée allemande et la Milice, la flamme de la Résistance s'est fortement ravivée dans le Cher pendant l'été 1944. La certitude de la victoire a changé de camp. Les autorités d'occupation cherchent à interdire toutes les manifestations publiques de patriotisme, en particulier le jour de la fête nationale.

Le 13 juillet, la direction clandestine de l'Union départementale de la C.G.T. invite les Berrichons, par le biais d'une affiche colorée à la gouache, à préparer l'insurrection générale et à braver l'interdit en montrant leur patriotisme. Trois cents tracts et affiches sont collés dans les principales artères de la ville, puis lacérés par la police de Bourges, pendant la nuit du 13 juillet. Les dossiers des Archives départementales du Cher signalent aussi des poses de drapeaux tricolores sur divers édifices communaux à Châteaumeillant, Bourges, Menetou-Salon, Nançay ou Vierzon.

La hantise des bombardements

Ce tract vichyste en forme de bombe a pour objectif de dresser l'opinion publique du département contre les Alliés. Après le 6 juin 1944, la guerre s'impose de façon spectaculaire dans la vie quotidienne des Français, essentiellement par le biais des multiples bombardements que les Anglo-américains effectuent pour faciliter la victoire de leurs troupes.

Pour mieux freiner l'envoi des troupes allemandes en Normandie, l'aviation alliée cherche à détruire les voies de communications du Cher, en particulier les nœuds ferroviaires qui sont des points de passage indispensables pour les armées d'occupation. La gare et la ville de Vierzon sont bombardées onze fois entre juin et août 1944 : celui du 1^{er} juillet est le plus terrible de tous. Il provoque cinquante-quatre morts, une centaine de blessés et la destruction de deux cents cinquante maisons. La hantise des bombes est désormais inséparable du quotidien: les Berrichons reprochent souvent aux Alliés leurs bombardements inutiles et imprécis, parfois qualifiés « d'aveugles », qui multiplient les destructions et les victimes innocentes.

Dans un tel contexte, il est facile pour la propagande vichyste de démontrer que les bombes incendiaires lancées par l'aviation anglo-américaine sur les grandes villes du département sont particulièrement meurtrières. Utilisant l'ironie et le tutoiement, les auteurs de ce document à la forme évocatrice, prétendent avertir amicalement la population des conséquences des bombardements alliés et multiplient sciemment les commentaires horribles. Par exemple, les Berrichons doivent s'attendre à ce que beaucoup de leurs enfants soient « déchiquetés d'un seul coup ou brûlés vivants ».

Très habilement, ils veulent faire croire que la « cruauté » des bombardements alliés est la preuve que ceux-ci n'ont pas l'intention de délivrer la France et qu'ils n'ont débarqué sur le territoire national que pour mieux le conquérir. Les Français ont donc été trompés par les anglo-américains et il n'est jamais trop tard pour rejoindre le camp « de ceux qui ne comptent pas sur l'étranger pour recréer une France forte », c'est-à-dire le camp de la Collaboration...

Bourges est libérée par la résistance

A la fin de l'été 1944, la libération du département prend un caractère particulier : jusqu'à la mi-septembre, au moins 5000 maquisards harcèlent les troupes d'occupation qui battent en retraite vers l'est de la France et se déplacent dans le Cher. Avec une efficacité remarquable, ils permettent aux Alliés de poursuivre l'ennemi et libèrent peu à peu les villes du département.

Le premier document est un article de presse tiré du « Patriote Berrichon », organe local du Front National. Ce journal est le premier quotidien à sortir des presses de « La Dépêche » confisquées et occupées par les résistants. Il relate les grandes étapes de la journée du 6 septembre 1944, journée au cours de laquelle Bourges fut libérée par des centaines de maquisards du département. Le second document représente une partie de la compagnie F.T.P.F. Chevrin, rassemblée place Malus, juste après la libération de la capitale du Berry. Cette compagnie mixte, composée de 140 personnes, a combattu dans notre département du 1er juin au 13 septembre 1944 et porte le nom de Louis Chevrin, premier responsable F.T.P.F. du Cher, fusillé le 8 octobre 1943 à Orléans. Cette photographie est à l'image de la Résistance française, monde minoritaire qui associe des citoyens ordinaires en général, souvent jeunes et venus d'horizons différents. Les hommes portent l'uniforme des maquisards et ne possèdent que des armes légères (mitrailleuses, mitraillettes et fusils en particulier). Les femmes, bien que peu nombreuses, ne sont pas absentes du document. Elles n'appartiennent pas aux unités combattantes et semblent avoir eu d'autres fonctions, en particulier le soin aux blessés ou la transmission des renseignements.

Le matin du 6 septembre 1944, la Résistance apprend que les deux mille soldats allemands stationnés à Bourges viennent de quitter la ville, à l'exception de quelques dizaines d'entre eux qui occupent encore la caserne Carnot. Le chef des Forces Françaises de L'Intérieur du Cher, Arnaud de Voguë (dit « colonel Colomb ») décide alors de libérer la ville. Le convoi libérateur entre à Bourges par la route de Saint-Michel vers midi. IL est composé de « Colomb », du commandant F.T.P.F., Jean-Baptiste Magnon (dit « Jean-Baptiste »), et des maquisards des régions de Menetou-Salon et d'Ivoy-le-Pré. Les soldats allemands sont rapidement maîtrisés. En remontant la rue Moyenne, le convoi rencontre des habitants qui, dans un premier temps, semblent frappés de stupeur. Comme le montre l'auteur de cet article, la nouvelle de la libération de Bourges, instantanément propagée, fait apparaître aux façades des immeubles une multitude de drapeaux aux couleurs françaises et alliées. Très vite une foule compacte et joyeuse envahit la rue et acclame ses libérateurs. Peu à peu, la marche reprend lentement. Les maquisards atteignent la préfecture puis arrêtent le préfet vichyste Yvon Gerbaud. Vers 14 heures, le gros des forces de la Résistance entre dans la ville, « Colomb » en tête. Cette rentrée

solennelle, presque gaullienne, prend l'allure d'un défilé victorieux sous les fleurs et les acclamations de la foule.

L'exaltation de la Libération efface provisoirement quatre ans de honte et de souffrance. A l'explosion de joie se mêle peu à peu par la volonté de revanche contre les « collabos ». Les sièges de la L.V.F. , de la Milice et de la librairie allemande sont mis à sac. Sous les acclamations de la foule, les portraits d'Hitler et les affiches nazies sont lacérés et brûlés. Les femmes accusées d'avoir eu des liaisons avec les allemands sont tondues en place publique (3ème colonne, 4ème paragraphe de l'article de presse). Dans un autre lieu de Bourges, des gerbes de fleurs sont déposées au pied du monument aux morts en hommage aux victimes de la guerre.

En soirée, alors que la fête se poursuit, une proclamation du commandant Colomb est apposé sur les murs de la ville, puis publiée le lendemain dans le « Patriote Berrichon » (voir document 6a). Celle-ci met en garde les Berruyers qui voudraient se substituer à la justice légale. Le 8, dans le même journal, l'ensemble des organisations de la Résistance déclare que des « brimades inadmissibles ont été commises publiquement, notamment contre les femmes » et réclame des poursuites pour leurs auteurs.

Les résistants au pouvoir

En 1943, la Résistance intérieure se dote d'un Conseil national de la Résistance créé par Jean Moulin. En juin de la même année, la Résistance extérieure fonde le Comité français de Libération nationale (C.F.L.N.) dirigé par le général de Gaulle.

A la même période, celui-ci choisit le résistant Marcel Plaisant – ex-sénateur radical – afin de présider et de constituer le futur Comité départemental de Libération du Cher (J 1063). En effet, l'article 19 de l'ordonnance du 21 avril 1944 du C.F.L.N. portant sur « *l'organisation des pouvoirs en France après la libération* » stipule qu'un C.D.L. doit être institué dans chaque département afin d'assister le préfet. Il est « *composé d'un représentant de chaque organisation de résistance, organisation syndicale et partis politique affiliés directement au Conseil national de la Résistance et existant dans le département* ». Le C.D.L. a donc un rôle surtout consultatif puisqu'il « *assiste le préfet en représentant autour de lui l'opinion de tous les éléments de la Résistance* ». Le 3 juin 1944, le C.F.L.N. devient le Gouvernement provisoire de la République française (G.P.R.F.). Prévoyant la libération prochaine du Cher par les maquisards, Marcel Plaisant achève la constitution du C.D.L. le 28 août et choisit des hommes représentant le plus fidèlement possible la diversité de la Résistance du département afin de rétablir l'ordre au plus vite.

Après la libération de Bourges le 6 septembre 1944, le nouveau préfet du Cher, Gustave Sarrien prend possession des locaux gardés par les maquisards. Une nouvelle période commence : celle-ci est marquée par le retour à l'ordre républicain. Le 7, le C.D.L. sort à son tour de la clandestinité et tient sa première séance le lendemain. Il compte, outre son président, quinze membres - dont une seule femme - représentant les milices patriotiques, le Front national, les F.T.P., ceux de la Libération, Vengeance, Combat et Libération sud, l'Union des femmes de France, les Forces unies de la Jeunesse patriotique, le Parti communiste, le Parti socialiste, la C.G.T., la Confédération générale agricole ainsi que trois représentants des forces spirituelles (un prêtre catholique, un pasteur protestant et le président d'une loge maçonnique). Par la suite, quatre nouveaux membres s'y ajoutèrent représentant le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés, le Mouvement libération nationale (M.L.N.) ainsi que les mouvements Résistance et Libération nord.

Les hommes mis en place sont avant tout des résistants, mais la « *distribution des places* » au sein du C.D.L. se calque également sur des rapports de force politique existant avant la Libération. Parti très engagé et très organisé dans la clandestinité, le P.C.F. occupe la première place au sein de la gauche en 1944, devant le Parti socialiste et la droite conservatrice. On peut aussi remarquer que les forces spirituelles sont bien représentées, du fait peut-être de leur engagement précoce dans la Résistance. Organisé en commissions, le C.D.L. s'occupe principalement de la réorganisation municipale, du ravitaillement et de l'épuration jusqu'en 1946.

Le retour à la légalité républicaine passe aussi par l'épuration de la presse. Le 17 août, la presse de la Collaboration cesse de paraître à Paris. Le 20, le journal collaborateur *La Dépêche du Berry* doit suspendre son tirage. Ses rédacteurs, qui ont prôné la collaboration avec l'Allemagne nazie, sont en fuite ou se cachent (1 W 81). Le 7 septembre, le *Patriote Berrichon*, organe du front national est le premier quotidien à sortir des presses de *la Dépêche* contrôlées par les maquisards. Le 8, *la Voix de la Résistance*, journal des combattants F.F.I. du Cher reparaît. Soucieux d'unité, les rédacteurs du *Patriote Berrichon*, de *la Voix de la Résistance*, d'*En Avant* - journal du F.T.P.F. – décident de fusionner en créant un titre unique le 15 septembre. Ainsi naît le *Berry Républicain* qui fait, le 16 septembre 1944, ses premiers pas en tant que journal de tous les mouvements de Résistants du Cher. Le 13 octobre 1944, le préfet du Cher prend un arrêté qui officialise cette situation.

Orientations bibliographiques

Cette bibliographie partielle cherche à livrer au lecteur quelques pistes importantes pour l'étude de l'année 1944 dans le Cher. Ce sont les ouvrages ou articles qui ont été utiles pour réaliser ce dossier.

Ouvrages généraux :

- PAXTON Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1997.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *La France des années noires, volume 2 : de l'Occupation à la Libération*, Paris, Seuil, 2000.
- DURAND Yves, *La France dans la Deuxième Guerre mondiale, 1939-1945*, Paris, Armand Colin, 1993.

Études consacrées à l'histoire du Cher de 1940 à 1945 :

- Service éducatif des archives départementales du Cher et le C.D.D.P., *Du désastre à la victoire, le Cher, 1940-1945*, Bourges, 1974.
- RAFESTHAIN Alain, *1944... et le Cher fut libéré, les cent glorieuses de la Résistance*, Paris, Royer, 1990.
- *Berry Magazine*, « 1944 en Berry », numéro spécial, septembre 1994.

Sur la Collaboration et la Milice :

- ORY Pascal, *Les collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Seuil, 1976.
- DELPERRIE DE BAYAC Jacques, *Histoire de la milice*, Paris, Editions Fayard, 1969.

Sur la Résistance :

- NOGUERES Henri et DEGLIAME-FOUCHE Marcel, *Histoire de la Résistance en France*, 5 tomes, Paris, Robert Laffont, 1967-1981.
- JACQUET Michèle, VIOLLET Jacqueline, BONNIN Jean-Claude, *et al.*, *La Résistance dans le Cher, 1940-1944*, Orléans, Scérén – C.R.D.P., 2002.

- CHERRIER Marcel et PIGENET Michel, *Combattants de la liberté, la Résistance dans le Cher*, Paris, Editions Sociales, 1976.

Sur la propagande de la collaboration et des alliés :

- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François, *op. cit.*

Sur la prise de Saint Amand le 6 juin 1944 et ses conséquences :

- JACQUET Michèle (collectif), *op. cit.*
- DELPERRIE DE BAYAC Jacques, *op. cit.*
- TODOROV Tzvetan, *Une tragédie française, Été 1944 : scènes de guerre civile*, Paris, Le Seuil, 1994.
- Comité Berrichon du Souvenir et de la Reconnaissance, *La tragédie de Guerry près de Bourges (Cher)*, Saint Amand, 1995.

Sur les bombardements :

- FONTAINE A., « L'aviation alliée bombarde Vierzon » in. *1944 en Berry*, numéro spécial, septembre 1994.

Sur la libération de Bourges :

- RAFESTHAIN Alain, *op. cit.*
- JACQUET P., « Bourges libérée » in. *1944 en Berry*, numéro spécial, septembre 1994.

Sur le C.D.L. du Cher :

- Comité Départementale de Libération du Cher, *Bulletin Officiel*, 1945.
- RIBAUT Jean-Yves, « De l'insurrection à la légalité : le rôle du Comité départemental de Libération » in. *Bulletin d'information départemental du Cher*, n° 112, 15 octobre 1974.
- GIRAULT C., « Le Cher » in. BUTON Philippe et GUILLON Jean-Marie, *Les pouvoirs en France à la libération*, Paris, Belin, 1994.

Travaux universitaires :

- PETIT C., *La propagande clandestine dans le département du Cher de 1939 à 1944*, mémoire de maîtrise sous la direction d'Yves Durand, Université d'Orléans, 1989. - Archives départementales du Cher, J 2144 -
- VIOLLET J., *Au service de l'Allemagne : Partis et groupements nationaux dans le Cher pendant la Seconde Guerre mondiale*, mémoire de D.E.A. de l'Institut d'études politiques de Paris, sous la direction de AZEMA Jean-Pierre, 1990.
- Archives départementales du Cher, J 2236 -

Suggestions pédagogiques

Les documents présentés dans ce dossier peuvent être utilisés en classe de Troisième et en classe de Première. Ils sont repris in extenso. Il revient à l'enseignant d'en choisir des passages ou non, de réaliser les aménagements et le montage nécessaires, de concevoir la nature des exercices, selon le niveau de sa classe et l'usage qu'il veut en faire. Ces documents peuvent être utilisés en classe ou aux Archives départementales et servir de support pour de nombreuses leçons.

En classe de Troisième et de Première

- Les documents 3a et 3b peuvent illustrer une leçon consacrée à la victoire des Alliés de 1943 à 1945. Les événements militaires décrits dans ces tracts seront repérés grâce à des cartes décrivant la défaite de l'Axe en Europe et en Asie à la même période. Celles-ci sont disponibles dans n'importe quel manuel de 3^{ème} ou de 1^{ère}.
- Si l'on se sert des documents 1 et 4a (sur la Collaboration), et des documents 2 et 4b (sur la Résistance), on peut envisager de construire une séquence pédagogique consacrée à la Collaboration et à la Résistance en 1944.
- Le document 5 (sur les bombardements) peut contribuer à l'illustration d'une leçon ayant pour thème « la vie quotidienne des Français en 1944 ».
- Les documents 6, 7a, 7b peuvent être utilisés pour un cours consacré à la libération de la France et au rétablissement de l'État républicain. Il sera nécessaire d'utiliser une carte représentant la libération de la France, de juillet à décembre 1944, afin de suivre la progression des armées alliées et de mesurer le rôle joué par la Résistance française dans la libération du territoire. Cette carte est disponible dans n'importe quel manuel de 3^{ème} et de 1^{ère}.

En classe de Première

- Les documents 1 et 3b peuvent être utilisés pour une leçon consacrée à l'idéologie de la Collaboration.
- On peut mettre en relation les documents 3a et 3b pour construire une séquence pédagogique ayant pour titre « la guerre des propagandes en 1944 ».